

COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

L'Utilité des deux Mondes.

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 21 MAI, 1789.

[No. 5.

Suite des Travaux du Congrès.

Du VENDREDI 24.

IL s'éleva quelques débats sur le rapport du comité. Le droit de 15 p. cent sur le rum de la Jamaïque fut vivement combattu par MM. Boudinot, Jackson, et Wadsworth, et il fut supporté par MM. Fitzsimons et Madison ; mais les suffrages ne furent point recueillis.

MM. Benson, Carroll, Sherman, Madison, & Ames furent nommés en comité de la part de la chambre, pour examiner quels titres on donneroit au Président, et au Vice-Président, ou s'il leur en seroit donné d'autres que ceux prescrits par la constitution.

SAMEDI 25.

Ce jour se passa en longs débats sur la réduction et augmentation de certains droits ; mais comme les changemens ne sont point encore établis, nous attendons qu'ils aient passé les deux chambres.

Il fut aussi passé un bill pour régler la manière de prêter le serment requis par la constitution.

Du LUNDI 27.

Il fut nommé un aumonier pour le Congrès.

Les droits imposés sur différens articles furent changés—les-uns ont été réduits, les autres augmentés, et d'autres ont été rayés.

On s'occupa sérieusement de l'impôt sur la mélasse, qui fut attaqué par MM. Goodhue, Gerry, et Ames, avec beaucoup de chaleur. Leurs argumens étoient que cet impôt étoit disproportionné aux autres droits—qu'en conséquence, il étoit injuste, impolitique et même oppressif envers les états de l'est. Ce droit produiroit, dirent-ils, une somme de 180,000 piaîtres, somme que tout le rum et tout le sucre de la Pennsylvanie ne

pouvoient produire.—On fit quelques observations en faveur de l'impôt.

MARDI.

Il fut proposé de supprimer l'impôt de 6 s. par gal. sur la mélasse ; mais l'éloquence et l'énergie des argumens qui furent énoncés ne purent l'emporter—Il y eut pour

21
contre 24

MARDI 28.

Le comité nommé pour conférer avec un comité du sénat, sur la manière de se faire passer leurs messages, bills, &c. fit un rapport qui fut reçu—on reprit le sujet des impôts—mélasse—M. Sherman. proposa de diminuer le droit de 6 s. ; et de substituer l'accise sur le rum du pays.

M. Wadsworth étoit opposé à l'imposition de ce droit.—Il observa que la principale raison qui avoit été donnée étoit de décourager l'usage du rum, que l'on avoit regardé comme funeste à la santé, et aux mœurs du peuple ; mais que cet argument tomboit du moment qu'on jetoit un coup d'œil sur les pêcheurs, et les habitans des côtes qui en font un usage *copieux*.—Que quant à leurs mœurs, elles étoient, au moins, aussi pures que par-tout ailleurs.—L'importation de cet article, ajouta M. W. est si étroitement liée avec nos pêcheries, qu'on ne peut prohiber l'une sans porter atteinte aux autres.

M. Thatcher vint à l'appui de ces raisonnemens ; il ajouta que la mélasse étoit une matière première—elle ne devoit point être taxée plus que ne le sont les pêches, les pommes, &c.—Cette branche de commerce se faisoit avec nos alliés—M. T. réclama en faveur des

intérêts de 400,000 citoyens qui étoient intéressés dans cette question.

M. Boudinot dit qu'il étoit fâché qu'il se fit des observations d'une nature locale ;—qu'il se regardoit comme représentant du Massachusetts—que quoique certains impôts pourroient d'abord, avoir un effet inégal, cependant la nécessité d'un revenu avoit été reconnue—Néanmoins, que comme cette manufacture ne devoit point être surchargée, il étoit d'avis qu'une réduction de 6 à 3 s. suffiroit.—M. B. ajouta que la chambre devoit se conduire sur les principes de la justice et de l'équité—qu'il étoit surpris de voir que l'on comparoit les états du nord à ceux du sud—que les taxes imposées sur les articles de nécessité étoient, pour ces derniers, une taxe sur leurs productions.

M. Madison. “ Il a été observé que cet impôt détruira une branche de commerce très-avantageuse, qui se fait avec nos alliés ; mais avant la guerre, il y avoit un impôt sur cet article ; cependant le commerce de la mélasse se faisoit, malgré que le rum étranger fût alors exempt de droit ; il en paye de très-lourds à présent, et cependant on dit qu'il n'en est pas susceptible.—Si la fabrique du rum se supportoit, quand elle avoit à combattre l'importation étrangère, il est absurde de penser que le droit proposé la détruira : il y a des impôts sur le rum du pays, cependant les fabriques se maintiennent.—Il a été observé qu'il obligera les négocians à augmenter leurs capitaux ; mais cette objection est applicable à toutes les autres branches, ou il faut s'y soumettre, ou abandonner l'idée d'un revenu.” M. M. combattit l'accise. Il y a, dit-il, déjà une accise sur le rum dans plusieurs états ; mais je crois qu'il n'en est point sur la mélasse ; il est donc évident que la consommation du rum augmentera, si l'on raye cet article de l'énumération, or, ce seroit sacrifier l'avantage de trois millions d'habitans à l'intérêt des distillateurs.

M. Ames. “ La constitution qui nous rassemble dans ce moment, est le résultat de la nécessité du commerce. D'après tout ce qui s'est passé, il n'y a pas un membre dans cette chambre qui ne soit de ce sentiment—parmi les branches diverses du commerce des Etats-unis, il n'en est point de plus étendues que les pêcheries et il n'en est point qui aient été plus foulées, privée des ports de l'Angleterre, n'ayant pour toute ressource, que les colonies françaises, et cela, sous des restricti-

ons sévères, cette branche avantageuse a marché d'un pas rapide à sa destruction ; elle perd tous les jours ; et si elle rencontre de nouvelles entraves, elle ne peut manquer d'être anéantie incessamment—M. A. continua à réfuter tout ce qu'avoit avancé M. Madison, avec autant d'éloquence et d'énergie, que de patriotisme et de connoissances.—Il fut supporté par M. Goodhue, sur les mêmes principes.—M. Gerry entra dans un long examen de cette question—il vint à l'appui des argumens qu'avoient donnés MM. Ames et Goodhue.—Il s'étendit sur le mécontentement qu'occasioneroit une telle mesure, parmi les états de l'est. Quoiqu'en disent les personnes qui sont opposées à l'usage du rum et à sa distillation, ajouta M. G. cette branche de commerce existe dans la Nouvelle-Angleterre, et elle existe légalement.—L'impôt en question va ruiner les distillateurs—ces mêmes distillateurs qui joignirent au sceau de la loi, l'approbation de leurs concitoyens dans leurs opérations de commerce, ne sont ils pas fondés à réclamer contre une telle mesure ? à demander qu'on leur rembourse leurs avances ?—nos pêcheries ont déjà assez d'entraves à combattre de la part des autres nations qui accordent des primes aux leurs des droits qu'ils tirent des nôtres, sans leur en suggérer de nouvelles.”—M. G. fit voir la disproportion de la taxe en question avec celle du sucre, observant que l'un étoit article de nécessité tandis que l'autre étoit de luxe, quoique ce dernier payât moins.—Il fit voir les dangers de la contrebande, qui devenoit l'alternative des distillateurs—les gardes multipliés—les frais qu'ils entraînoient, frais qui consommeroient une grande partie du revenu—que le distillateur ne balanceroit pas sur la contrebande, parce qu'il se sentiroit opprimé, de là toutes sortes de maux.

Plusieurs autres membres parlèrent pour et contre—on recueillit les voix et l'impôt de 6 sols par gal. fut continué.

La chambre prit connoissance du reste du rapport, excepté le tonnage—il fut nommé un comité pour rédiger un bill.

Il fut lu un arrêté du sénat instruisant qu'il avoit été nommé un comité pour s'occuper des papiers trouvés dans le bureau du secrétaire.—La chambre y donna son assentiment, et elle nomma un autre comité pour joindre celui du sénat.

MERCREDI 29.

Il fut reçu une lettre de M. Matthias Ogden, du

New-Jersey, adressée à l'orateur de la chambre, avec une pétition et remontrance de la part d'un nombre de citoyens du New-Jersey, concernant les tumultes de leur dernière élection, et se plaignant des moyens indirects dont on s'est servi pour en imposer aux électeurs—une plainte formelle contre le gouverneur relative au rapport des votes.—Cette remontrance et pétition fut renvoyée au comité des élections.

Il fut nommé un comité, pour évaluer les impôts, suivant l'imposition qui en a été faite, et la dette nationale.

VENDREDI, 1 Mai.

Le discours du Président aux deux chambres du Congrès, fut lu, et renvoyé au comité de la chambre.

La chambre en comité—M. Page orateur.—M. Madison introduisit l'arrêté suivant.

“Qu'il soit nommé un comité, pour faire une harangue au Président—féliciter son Excellence sur sa nomination au poste de Président des Etats-unis—exprimer l'approbation de la chambre sur les plans proposés par son Excellence, pour concourir au bonheur et à la prospérité de ce pays, et sur les sentimens patriotiques qu'elle a déployés dans son discours.”

Il fut aussi question des émolumens qu'il conviendrait de donner à S. E. mais cette question fut remise au comité de la chambre, sur l'état de l'union.

LUNDI, 4—M. Smith présenta une pétition au nom des constructeurs de navires de la ville de Baltimore. Cette pétition fut lue et renvoyée au comité sur l'état de l'union.

M. Madison donna avis qu'il introduiroit le sujet des amendemens, le 4eme. Lundi de ce mois, conformément à l'article 5 de la constitution. M. M. observa qu'il s'y prenoit de bonne heure, parce que le sujet étoit important et majeur—il fit la motion que le jour fût arrêté,—cette motion fut reçue.

M. Ames présenta trois pétitions de différentes personnes qui restèrent sur la table.

M. Goodhue proposa que le comité prit connoissance du reste du rapport sur le tonnage—on lut le premier article “tout les batimens qui appartiendront aux citoyens des Etats-unis, payeront un droit de 6 p. ton.”

M. Bland proposa que l'on ajoutât “excepté les batimens allant d'un port à l'autre dans les Etats-unis.”

M. Lawrence s'y opposa—il dit que l'article de la constitution étoit assez clair—qu'il ne pouvoit s'enten-

dre que des batimens entrant dans un troisième port—que les navires du cabotage étoient assez contents qu'il y eût des fananx, pilotes, &c. qu'il étoit juste qu'ils payassent ces avantages.

M. Madison étoit d'accord avec M. Lawrence sur l'explication qu'il avoit donnée de cette clause. Il y a, ajouta-t-il, des membres qui ne s'accordent point avec la constitution—cette *diffonnance* renverse le système du revenu—si les navires ne sont pas obligés de donner leur entrée et leur sortie, ils pourront éluder tous les droits.—Il me semble que cet article est simple et aisé à entendre.

M. Bland ne jugea pas à propos de retirer sa motion, il ne s'ensuit pas, dit-il, que parce que la constitution donne au Congrès les pouvoirs nécessaires, elle lui donne tous les pouvoirs ; si cela étoit, nous serions bientôt absolus.—Il est reconnu que la convention, en formant cette clause, avoit en vue de favoriser le cabotage.

MM. Livermore, Baldwin, étoient d'accord avec M. Madison.

M. Boudinot observa que ce changement priveroit le Congrès du pouvoir de lever un revenu.—La constitution, ajouta-t-il, accorde ces pouvoirs au Congrès.—Le Congrès est obligé de supporter la constitution ; elle n'admet point de vues partiales—la clause en question s'étend indistinctement à tous les batimens.—L'explication qu'en a donnée l'honorable membre tend à exempter tous les batimens de droit. Quoi ! s'ensuit-il qu'un bâtiment allant en Europe, ne payera point de tonnage, parce qu'il aura ramassé sa cargaison dans les différens ports des Etats-unis ? Le système du revenu seroit bientôt renversé.

M. Bland persista à soutenir que la clause de la constitution étoit qu'aucun état ne payeroit des droits sur les productions d'un autre—que le tonnage y étoit compris.—M. Madison repliqua que la constitution donnoit au Congrès plein pouvoir de regler le Commerce—s'il ne peut obliger les batimens à donner leur entrée et leur sortie, peut-on dire qu'il le règle ?

Ce changement ne put passer.

Le second article ne fut point changé.

Le troisième fut pris en considération sur tous les batimens des sujets des puissances, avec lesquelles les Etats-unis ont fait des traités, &c.

M. Lawrence ayant fait la motion que les paroles “avec lesquelles les Etats-unis ont fait des traités,” fus-

sont rayées, il s'éleva de longs débats, supportés avec force et éloquence. M. L. observa que l'état présent de l'Amérique ne lui permettoit pas de faire des distinctions de cette nature—que les navires américains ne suffisant point pour transporter ses productions, elle étoit au pouvoir des étrangers—obligée d'employer les navires des anglois, françois, &c. que son commerce avec l'Angleterre lui étoit très-avantageux—que cette puissance lui avoit ouvert ses ports dans l'Inde—que la Grande-Bretagne étoit une nation riche et puissante—qu'il étoit impolitique de lui déplaire.

M. Madison étoit d'avis que ce sujet entraîneroit une question générale. Il a été observé, ajouta-t-il, que notre marine est insuffisante, je le crois—si nous n'avions pas besoin d'une marine, si les Etats-unis pouvoient se passer de cette puissance, j'opinerois à ouvrir nos ports au monde entier ; mais il est juste de pourvoir à notre propre sécurité, et quoiqu'elle demande peut-être quelques sacrifices d'abord, cependant cette mesure est économique, ne fût-ce que parce qu'elle doit prévenir les horreurs de la guerre.—Il est évident que les sentimens du peuple sont en faveur de cette distinction—nous en avons une preuve dans les actes législatifs des états respectifs, or, si nous l'abolissons dans le premier acte, nous pouvons nous attendre au mécontentement de nos constituans.—L'honorable membre [M. L.] soutient que le commerce de la G. B. nous est avantageux ; mais il est évident que ce commerce a eu pour seul objet un monopole universel—partiale, égoïste rapportant tout à elle même, entreprenant tout, dans ses réglemens de commerce, elle ne nous a offert d'autres avantages que ceux qui résultent de ses propres intérêts et de nos ressources locales—quant à ses représailles je ne les crains point—elle nous a fait tout le mal qu'elle pouvoit nous faire—s'il est nécessaire, nous pouvons la braver, je crois que nous n'avons rien à craindre ; mais au pis aller, quels coups pourroit nous porter la G. B. ? ses colonies n'auront dans quelques années que ce pays pour tirer leurs articles de nécessité, et des restrictions sur ce commerce l'ameneroient bien vite à la raison—qu'avons-nous besoin de cette puissance ? il est en notre pouvoir de lui faire la loi au point qu'elle sacrifieroit bientôt son orgueil aux alimens de son commerce, et de ses manufactures. Leurs îles se reposent entièrement sur nous pour leur subsistance—nous enten-

dons les cris de détresse d'une de ces îles—nous n'avons rien—ils ont tout à craindre.—Je n'ai pas le temps, dans ce moment, d'entrer dans une comparaison exacte de notre commerce avec les puissances étrangères ; mais qu'il me soit permis de rappeler les circonstances les plus notoires---nos huiles sont, à l'heure qu'il est, reçues en France sous de grands avantages---Les derniers avis informent que le riz y sera bientôt reçu sous les mêmes avantages---Il est de notre devoir de favoriser nos alliés à cette époque importante--De 90,000 boucauts de tabac qui s'exportent en Angleterre tous les ans, il ne s'y en consomme qu'environ 16000---Le reste se consomme en France---nos alliés méritent quelques considération---ils méritent que nous mettions leur navigation sur le même pied que la nôtre." - - -

MM. Fitzsimons, Wadsworth et autres parlèrent contre la distinction en faveur de nos alliés ; mais on recueillit les voix ; et la motion fut perdue.

La chambre ajourna.

MARDI 5.

M. Linn, aumonier de la chambre, officia pour la première fois.

Le comité nommé pour examiner s'il étoit à propos de donner au Président d'autres titres, que ceux que lui donne la constitution, fit rapport que cette question avoit passé négativement---ce rapport fut accepté unanimement.

M. Madison, du comité nommé pour répondre au discours du Président, fit rapport, lequel fut lu, corrigé et accepté par la chambre.

[La suite à l'ordinaire prochain.]

Lettre, à l'éditeur de cette feuille.

A Cambridge, le 10 Mai, 1789.

Monsieur,

"Qu'il me soit permis, d'après la permission que vous avez donnée au public, de vous communiquer mes réflexions sur l'état présent du commerce des Etats-unis.

Il y a bien des années que l'on a reconnu en Europe que la politique la plus saine en matière de commerce, étoit de l'affranchir de toutes les entraves, que lui ont suggérées les hommes aux têtes étroites [*narrow-minded men*]---de lui rendre sa liberté dont la privation engourdit toutes ses opérations---voilà la politique que la plupart des puissances européennes commencent à adopter---voilà les mesures qu'adopteront les

Etats-Généraux, dont la France attend sa régénération. Toutes les prohibitions, reglemens, &c. de tous les genres lui sont odieux ; parce que ses ressources naissent de sa liberté---vouloir le circonferire, c'est vouloir lui oter ses avantages les plus désirables. Mais cette disposition, chez les nations européennes, est le fruit d'un longue expérience---comment nos législateurs pourroient-ils se dispenser d'écouter ses leçons, dans la conjoncture présente ? à Dieu ne plaise, Monsieur, que je vienne ici d'une main téméraire flétrir les lauriers de notre honorable Congrès, en blamant ses mesures. Je ne veux qu'exposer mes craintes---je veux les exposer avec tout le respect qui est dû à ce corps auguste, et la franchise d'un républicain, qu'un ardent amour pour son pays enflâme. Si la maxime de la liberté du commerce a tant de poids dans les gouvernemens monarchiques, combien plus n'en devoit-elle pas avoir dans une démocratie, où tous les individus sont, en quelque sorte, négocians ? où le commerce est mieux entendu ? Mais dans les démocraties, il est un tyran qui n'est pas moins sévère que dans les autres gouvernemens.---Je veux dire l'*opinion populaire*---ce tyran a autant d'esclaves que les despotes les plus absolus, ---comme eux, il gouverne avec une verge de fer---comme eux, on lui sacrifie des victimes sans nombre. Mais ce raisonnement n'est point applicable à l'Amérique---elle est encore libre ; s'il s'élève quelque fois des hérésies, elles ne sont jamais dangereuses ; la voix publique les a bientôt étouffées ; mais il y a pourtant du danger à les heurter de front, le succès n'est pas toujours certain.---Qu'il me soit permis de m'arrêter ici un moment, pour contempler le spectacle nouveau et intéressant que présente la (*) législature des Etats-unis ! peut-on voir sans admiration un corps où tous les membres également sages et éclairés, se sont affranchis de la tyrannie de cette *opinion populaire*, le fléau du sage ! la honte, la ruine des nations ; cependant le nouveau système va imposer des droits sur les articles d'importation.---Cette mesure qui est peut-être nécessitée par la crise présente, ne peut-être que temporaire---déjà les meilleures têtes avouent que l'agriculture est l'entrepôt de l'Amérique---que toutes les autres considérations doivent céder à ce grand avantage. S'il est une nation choisie, aimée de Dieu, a dit M. Jefferson, c'est la cultivatrice, cette maxime aussi juste qu'elle est séduisante pour les Américains,

devoit toujours être présente à nos législateurs. Notre commerce est si étroitement lié à l'agriculture, qu'il importe peu quels reglemens quelles formes on lui donnera, pourvu qu'il soit libre---Le système du fisc sous les yeux du Congrès, demande peut-être quelques sacrifices qui, quoiqu'ils soient opposés à la saine politique, peuvent être, pour le moment, des maux nécessaires ; mais il n'en est pas de même des manufactures, elles demandent pour les exploiter des bras qui pourroient être mieux employés,--des bras qui pourroient être utiles à leur pays, au-lieu qu'ils ne le sont qu'à la cupidité de quelques entrepreneurs,---des bras qui pourroient travailler pour eux-mêmes ; et non pour de maîtres que leur a créés la cupidité et le monopole. Mais d'où vient le penchant des américains pour les manufactures ? me dira-t-on, pourquoi ne suivent-ils pas les objets qui leur sont les plus avantageux ? hélas ! Monsieur, peut-on se le dissimuler ! le luxe des capitales, que les étrangers et même les indigènes y apportent de temps en temps. Voilà l'origine des manufactures qui sont exploitées aux dépens de l'agriculture ; voilà le motif des entrepreneurs pour lui arracher tous les jours des bras qui auroient du lui être aussi précieux qu'utiles---on est embarrassé où mettre des impôts, eh que n'en met-on sur l'importation des étrangers, et même sur les Américains qui vont en Europe---ne vaudroit-il pas mieux taxer l'infection qu'ils en apportent ?---ces derniers cultiveroient leurs champs, et les étrangers ne nous feroient plus tant de nouveaux besoins dont nous ne nous doutions pas---Lorsque des étrangers, guidés par une curiosité louable, viendroient visiter nos côtes, ils n'y verroient que des champs bien cultivés---des républicains vigoureux et robustes, une population nombreuse au sein de l'aisance, du bonheur et de la prospérité sans luxe et sans desir d'en avoir ; un commerce étendu que l'abondance de nos productions feroit fleurir, dont cette abondance briseroit les chaînes---dans sa course rapide vers le plus haut degré de prospérité ou l'appelle ses ressources locales, l'Amérique ne seroit point arrêtée par la foule de maux qu'entraînent les manufactures---non, la bêche à la main, elle donneroit des lois à tout l'univers.

(*) NOTE.

Le mot *Législature* n'est pas françois ; mais il mérite de l'être, parce qu'il est insuppléable. Nous n'avons que l'*gislation*.

Adresse de la Chambre des Représentans, au Président des Etats-unis.

Monsieur,

Les représentans du peuple des Etats-unis, désirent montrer la joie que leur a causée l'événement par lequel, vos concitoyens ont manifesté la prééminence de votre mérite. Il y a long-temps que vous êtes en possession de leur estime---vous avez souvent reçu des marques de leur affection. Vous venez de recevoir la dernière preuve qu'il leur restoit à vous donner de leur reconnaissance pour vos services, de leur respect pour votre sagesse, et de leur confiance en vos vertus--- Vous jouissez du plus grand honneur ; parce que c'est le plus vrai---l'honneur d'avoir été choisi le premier magistrat, par le choix unanime du plus libre des peuples de la terre.

Nous savons combien il doit vous en avoir coûté, pour obéir à l'appel qui vient de vous être fait de quitter le repos réservé à vos vieux ans, pour entrer dans les affaires publiques dont vous aviez pris congé pour toujours ; mais l'obéissance devoit céder à cette occasion : elle est déjà applaudie, par la joie universelle qui vous a précédé à votre poste : et nous ne pouvons douter qu'elle ne soit récompensée avec toute la satisfaction, avec laquelle votre ardent amour pour vos concitoyens, doit envisager les efforts heureux qu'ils ont faits pour avancer leur bonheur.

Cette anticipation n'est pas seulement justifiée par les preuves de vos services signalés, non, elle est encore suggérée par les sentimens pieux qui distinguent le commencement de votre administration, et les maximes éclairées avec lesquelles vous voulez la conduire. Nous sentons, avec vous, les obligations les plus fortes d'adorer la main invisible qui a conduit les citoyens de l'Amérique au milieu de tant de difficultés ; de chérir une assurance intérieure sur le sort de la liberté républicaine ; et de chercher les sûrs moyens de conserver et de recommander ce dépôt précieux dans un système de législation, fondé sur une politique droite dirigée par l'esprit de patriotisme.

La question qui résulte de l'article 5 recevra toute l'attention que demande son importance ; nous espérons qu'elle sera décidée d'après les considérations que vous avez exposées.

Dans la provision pour le département exécutif, nous ne perdrons pas de vue un souhait résultant de motifs qui ne peuvent qu'enrichir sur notre respect. Votre résolution, dans un moment critique, pour la liberté de votre pays, de renoncer à tout émolument personnel étoit un des présages nombreux de vos services patriotiques, qui se sont amplement accomplis ; et votre adhésion présente, à cette loi que vous vous imposez alors, ne peut manquer de manifester la pureté, en ajoutant au lustre d'un personnage qui a tant de titres à l'admiration.

Tels sont les sentimens qu'il nous a paru à propos de vous offrir,---ils sont l'effusion de nos cœurs ; et nous croyons fermement que des millions de citoyens

que nous représentons, il n'y en a pas un qui ne les avoue.

Il ne nous reste plus que de nous joindre à vos supplications pour attirer la bénédiction du ciel sur notre pays, et d'y joindre les nôtres pour obtenir la plus grande de ses bénédictions [*the choicest of these blessings*] pour le plus aimé de ses citoyens.

FREDERICK A. MUHLENBERG, Orateur.

REPONSE DU PRESIDENT.

Messieurs,

Votre adresse affectuonnée produit, dans moi, des mouvemens que je ne saurois exprimer---Je sens que mes efforts passés, au service de mon pays, sont plus que payés par ses bontés ; et je crains fort que les futurs ne répondent pas à votre anticipation obligeante tout ce que je puis promettre, c'est qu'ils seront toujours dirigés par un zèle ardent et pur---au moins, mon cœur m'assure de cette ressource---pour le reste, je me repose sur la sagesse et le patriotisme de ceux avec qui j'ai à coopérer, et sur la continuation des bénédictions du ciel sur notre chère patrie.

Extrait de la lettre des 22 gentils-hommes comtois qui ont protesté contre l'arrêté de la noblesse de cette province.

S I R E,

Pénétré de reconnaissance et de respect pour le résultat du conseil de V. M. du 27 Decembre, nous n'avons pas cru qu'il nous fût possible d'adhérer aux protestations, en date du 6 de ce mois contre ce résultat, par une partie de l'Assemblée de la noblesse de cette province ; 22 gentils-hommes, membres de cette chambre, obéissant au cri de leur conscience, et pleins de confiance dans ces vues d'équité que V. M. annonce pour le bonheur et le soulagement de son peuple, ont réclamé contre ces protestations ; à eux s'est joint un de vos anciens ministres (M. le Prince de Montbarey) sur le refus d'insérer leur réclamation sur le registre, ils ont déposé l'acte qui l'atteste chez un officier public. Votre parlement de Franche-comté, instruit de cette démarche de vos sujets fideles, vient de faire enlever cette minute précieuse pour nous, en ce qu'elle étoit un monument de notre respect pour vos volontés paternelles, et de notre amour pour notre pays, et le seul témoignage que nous pussions vous offrir de notre reconnaissance. En enlevant un dépôt sacré, votre parlement ne peut nous forcer au silence. Il a pu supprimer l'acte qui renfermoit nos sentimens ; mais il ne peut empêcher que leur expression ne parvienne au pied du trône. Nous oublions, Sire, la suppression de cet acte nationale, parce que les vœux qu'il contient sont gravés dans tous les cœurs vraiment patriotiques et françois ; nous cherchons moins à demander le redressement du tort honorable qu'on nous a fait, qu'à manifester à tous nos concitoyens les sentimens d'amour et de respect pour votre personne sacrée, et d'adhésion aux principes généreux de liberté et de félicité publique que V. M. consacre.

De la Martinique, le 15 Avril.

Sa Majesté a nommé à l'intendance de la Martinique, vacante par la résignation de M. Foulquier, M. Faurion d'Ecotier, ci-devant intendant de la Gaudeloupe. S. M. a fait connoître son intention de supprimer cette dernière place.

De Richmond, le 6 Mai.

Il vient d'arriver un Courier du comté de *Lieutenant de Monongalia* à la législature de cet état—Ce Courier nous informe que le 23 de ce mois, deux partis d'Indiens attaquèrent presqu'en même temps, deux familles sur le *Dunker Creek*; ils tuèrent le maître d'une de ces maisons, et l'homme, la femme et deux enfans. L'alarme qu'a donnée ce meurtre aux habitans de cette partie est des plus sérieuses; et à moins qu'on n'apporte de prompts remèdes à ces déprédations, la rivière de Monongalia qui traverse la Morgan's town sera bientôt la frontière.

Philadelphie, 13 Mai.

Le discours du Président, à son accession à l'administration des Etats-unis, mérite d'être gravé en lettres d'or. L'antiquité ne vous a rien transmis d'aussi bon. La combinaison des principes justes, et sublimes qui le composent, décèlent à la fois le chrétien, le patriote, et le législateur par excellence—que le vice, et l'irréligion baissent la tête. Désormais, ils ne feront plus partie de notre caractère! Notre illustre Président nous a enseigné, que la meilleure politique étoit de révéler la Divinité, et de pratiquer la morale chrétienne.

Le *verd de bouteille*, dit la *Federal Gazette*, doit être pendant quelque temps la couleur nationale. C'est ainsi qu'étoit habillé notre Président bien-aimé, le jour de son inauguration. Cette couleur s'accorde avec notre présente situation, sortant d'un desert; mais donnant des marques de vigueur et de beauté, et promettant une moisson de prospérité abondante.

De New-York, le 13 Mai.

Son Excellence, M. le Comte de Moustiers, donna un bal au Président des Etats-unis, jeudi dernier, dont l'élégance ne pouvoit être égalee que par les personnes qui en furent.—Pour représenter l'emblème de notre alliance avec la France, il y avoit deux danses complètes, l'une représentant la France, et l'autre, l'Amérique—les dames étoient en blanc, avec des rubans, bouquets, et guirlandes de fleurs qui repondoient à l'uniforme des danseurs.

Le Vice-Président, plusieurs membres du sénat, et de la chambre des représentans des Etats-unis—le Gouverneur de cet état, celui du territoire de l'occident, et plusieurs autres personnages de distinction en furent.

De BOSTON, le 21 Mai.

L'Amérique offre aujourd'hui, dit l'*Independent Chronicle*, l'encouragement le plus étendu aux artisans de tous les genres—tous les postes, excepté celui de *Président des Etats-unis*, sont ouverts à l'émigrant le plus bas, le plus indigent, pourvu que ses talens, et ses vertus l'y puissent faire monter.

La main d'œuvre est plus chère à présent qu'elle

ne l'a jamais été. Une paire de souliers qui coute 11 shellings, suffit pour acheter 180 liv. de froment, 120 l. de farine, plus de 60 l. de salé. Nous avons besoin de bras pour exploiter nos manufactures. Je voudrois que l'on donnât une récompense de 40 shell. per chaque ouvrier qui nous vient d'Europe.

. Nous venons de recevoir les débats du Congrès, au moment où nous allons à la presse; mais il faut avoir le temps de les traduire—Les feuilles angloises qui n'ont qu'à copier ne les ont pas encore inférés—nous les donnerons incessamment.

COMMERCE.

Il y auroit beaucoup de choses à dire sur le commerce des Etats-unis avec la France, et avec ses colonies. Tous les articles qui en font l'aliment, tels que la morue, les farines, les bois de construction, et une infinité d'autres denrées qui s'exportent tous les jours, de l'un à l'autre pays—Les *quiproquo* éternels entre les capitaines—les animosités nationales qui en font les suites, &c. offrent une foule d'abus qu'il seroit aussi facile que désirable, pour les citoyens des deux contrées, de détruire.—Le Monopole, cet ennemi juré du commerce de toutes les nations, qui fouille tout, d'autant plus impunément, que ses causes sont moins connues, et que son existence porte sur une base qui doit la faire prolonger, ce monstre insatiable s'est déjà glissé dans la spéculation de certaines maisons américaines, en dépit de la liberté qui devroit, au moins, défendre le commerce des tentatives de la cupidité.—Nous nous permettons de croire que le peu de vraies connoissances qu'ont les colons de l'Amérique, et des mœurs de ses habitans sont la cause principale des abus dont on se plaint.

Si les personnes éclairées qui ont été témoins de ces méfintelligences vouloient réfléchir au bien qu'ils pourroient faire à leur pays, et au commerce, en répandant des lumières sur certains points, qui ne demandent que plus d'instruction, avec quel empressement ne feroient-elles pas disparaître les préjugés qui font tout-à-la-fois la honte et la ruine des nations? — nous nous ferons un devoir d'insérer dans cette feuille, tout ce qui pourra tendre à ce but. Nous invitons les personnes des deux nations, qui ont été à portée de faire des observations, de vouloir bien nous communiquer leurs vues.

Parallèle de STERNE, avec le CURE de MEUDON.

On l'a comparé à Rabelais, & à certains égards il vaut mieux pour la Morale & pour la Philosophie: mais il le cède au Curé de Meudon pour l'érudition & pour la finesse des traits. Il est assez singulier que ces deux hommes extraordinaires aient été tous les deux Prêtres, Prédicateurs & Curés, & qu'ils aient écrit dans des genres si peu analogues à leur état. Sterne paroît avoir voulu faire amende honorable en composant enfin ses Sermons. La vie & les opinions de Tristram Shandy, qui est une bouffonnerie continuelle, fit comparer l'Auteur à Scarron, & on ne fut pas juste. *Le bas comique qui fait le fonds de cet Ou-*

vrage, n'empêche pas (comme a dit un Ecrivain) qu'il n'y ait des réflexions très-sérieuses sur les singularités des hommes célèbres, sur les erreurs & les faiblesses de l'humanité. Tel est en effet le cachet de l'Auteur. Il rit, & donne à penser; il enveloppe ses vérités d'une gaze de plaisanterie, & rien n'est perdu; sentiment et gaieté, esprit & bonhomie, voilà Sterne. Comme Rabelais, il aime les voyages. Tous les deux vinrent à Paris: le premier y trouva des Protecteurs & s'y fixa; le second retourna dans sa patrie. Qu'avez-vous vu, lui demanda-t-on? Quel caractère avez-vous trouvé à peindre? Avez-vous rencontré des Originaux.—Non, répondit-il; les hommes y sont comme les pièces de monnaie dont l'empreinte est effacée par le frottement. On auroit pu le peindre lui-même à Paris, car sa figure ressembloit à celle de Santeuil, & sa mobilité la rendoit plaisante. Sa manière de se vêtir n'étoit pas moins ridicule.

Nous nous empressons de donner à nos lecteurs du continent, les prix-courans des productions de l'Amérique en France, qui nous sont tombés sous la main ces jours passés. Les suivans sont de Bordeaux---MM. les négocians Américains peuvent les regarder comme exacts; parce qu'ils ont été rédigés par une personne sur laquelle on peut compter.

PRICES CURRENT. *Bordeaux, Feb. 15, 1789.*

AMERICAN PRODUCE.

T OBACCO	Virginia,	30 à 38
	Maryland,	
	Carolina & Georgia,	
Rice	Carolina,	20 à 24.
Pot	Ash,	
Pearl	ditto,	
Flour	first quality p. quintal of 118 lb. 25	
	Fine . . . do.	22 à 23
Whale & Fish	oil p. cwt.	30 à 40
Dry	Cod Fish,	
Hemp,	
Pig	Iron,	
Bar	ditto,	20 à 24

Per Pound.

Indigo	Carolina, first quality,	8
	Common ordinary,	4 à 4 10
Whale	bone,	1-10 à 31
Ginseng,	
Snake	root,	
Deer	skins, Indian dress,	2 à 3
Beaver	ditto do.	6 à 12

Fox	ditto p. skin,	2 à 3
Raccoon	do. p. do.	2 à 3

Per Boisseau.

Wheat,	16-10 à 17-15
Rye,	10 à 12
Peas,	
Beans,	
Indian	corn,	
Tar	per barrel,	15 à 18
Oak	Timber, per cubit foot,	
Hogshead	staves per thousand of 1616. 280 à 350	

N. B. Hhd staves suit better this market than pipe, or barrel—Tar better than Turpentine or Pitch.

FRENCH PRODUCE.

Brandy	Coignac, per velt,	4
	Bordeaux,	3-12
Claret	proper for exportation, per ton. 600 à 1200	
Ditto	ditto, . . . per bottle. 60 à 20	
Olive	Oil, per cwt.	80 à 100
Almonds	per do.	40
Prunes	per do.	30 à 40
Raisins	per lb.	6
Loaf	sugar, per cwt.	
Cordage	per do.	40 à 42
Gunpowder	per do.	90 à 100
Salt	per ton of 40 bushels,	14

WEST-INDIA PRODUCE.

Sugar	Muscovado, per cwt.	35 à 45
	Ditto clayed . . do.	40 à 52
Coffee	per pound,	20 à 23

Course of Exchange à 60 days.

London	at 29 1-2 pence sterling for 3 livres.	
Amsterdam	at 55 grotes banco for do.	
Hamburg	at 25 sols lubs banco for do.	
Premium	of Insurance from the Continent of America to Bordeaux, 2 1-2 Spring and Summer—	
	4 1-2 Winter and Fall.	

Money Weight and Measure of France.

12	deniers make one sou.	
20	sous . . . one livre, equal to 10 pence sterling.	
112	pounds English weight equal to 103 French.	
40	Winchester Bushels equal to 19 Boisseaux French.	
2	Gallons equal to 1 velt.	
6	Ells & 1-4 French equal to 8 yards.	

Forwarded by

FENWICK MASON & Co.

Who transact all kind of business from America on commission.

A BOSTON, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53, où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON, chez M. Hall; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing; à New-York, chez M. Thomas Greenleaf, et John Fenno; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey; et chez les principaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir, de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.